



## DECISION DU PRESIDENT N° 318-22

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF A LA GESTION DES DT-DICT

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la volonté de la Communauté de communes de déléguer pour la compétence assainissement collectif et les réseaux d'eaux pluviales des zones communautaires, la gestion des réponses de DT-DICT à une entreprise extérieure,

Considérant l'offre de l'entreprise SOGELINK de Caluire et Cuire (69) pour un montant de 4 485.00 € HT,

### DECIDE

**Article 1 :** d'attribuer le marché relatif à la gestion des DT-DICT pour la compétence assainissement collectif et réseaux d'eaux pluviales des zones communautaires à l'entreprise SOGELINK de Caluire et Cuire (69) pour un montant de 4 485.00 € HT,

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général (2 985.00 € HT) et sur les crédits du budget annexe assainissement Régie (1 500 € HT).

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 1<sup>er</sup> décembre 2022

Le Président  
Jacky DALLEY